

## Au Journal officiel du 22 au 28 juillet 2017

### Au Journal officiel du 22 au 28 juillet 2017

31/07/2017

#### Au Journal officiel du 22 au 28 juillet 2017

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 22 juillet 2017 :

- Décret n° 2017-1184 du 20 juillet 2017 relatif au **régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin**. – *Modification du Code rural et de la pêche maritime* ;
- Arrêté du 11 juillet 2017 modifiant l'arrêté du 25 septembre 1996 relatif à la **gestion automatisée des dossiers d'aide juridictionnelle**. – *Modification de l'arrêté du 25 septembre 1996* ;
- Arrêté du 11 juillet 2017 modifiant l'arrêté du 3 mars 2011 portant création d'un **traitement automatisé de données à caractère personnel visant à la dématérialisation des échanges entre les huissiers de justice et les tribunaux d'instance ou juridictions de proximité relatifs aux requêtes en injonctions de payer et à leur traitement, dénommé « IPWEB »**. – *Modification de l'arrêté du 3 mars 2011* ;
- Arrêté du 11 juillet 2017 modifiant l'arrêté du 18 juin 1986 portant création d'un **système de gestion automatisée des affaires civiles dans les tribunaux de grande instance**. – *Modification de l'arrêté du 18 juin 1986* ;
- Arrêté du 13 juillet 2017 **relatif à l'implantation de services d'accueil unique du justiciable dans certaines juridictions**. – *Modification du Code de l'organisation judiciaire* ;
- Arrêté du 12 juillet 2017 relatif au **formulaire de dossier de candidature aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel** ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 390168 du 10 juillet 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : Décret n° 2015-289 du 13 mars 2015 ;
- **Décision n° 397403 du 12 juillet 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : Décret n° 2015-1905 du 30 décembre 2015 ;

- 
- **Conseil d'État, avis n° 410186 du 12 juillet 2017** : Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et Code de justice administrative ;
  - **Conseil d'État, avis n° 408902 du 19 juillet 2017** : Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et Code de justice administrative ;
  - **Conseil d'État, avis n° 408919 du 19 juillet 2017** : Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et Code de justice administrative.

**Au JO du 23 juillet 2017 :**

- Décret n° 2017-1187 du 21 juillet 2017 relatif aux **garanties applicables aux organismes faisant l'objet du contrôle prévu à l'article L. 14 A du Livre des procédures fiscales.** – *Modification du Livre des procédures fiscales. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.*

**Au JO du 26 juillet 2017 :**

- Arrêté du 12 juillet 2017 relatif au **document d'information mis à disposition par l'Union des caisses de France et remis au salarié détaché pour réaliser des travaux de bâtiment ou des travaux publics** ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 370321 du 19 juillet 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : décret n° 2009-1603 du 18 décembre 2009 , décret n° 2013-400 du 16 mai 2013 et annotations sous C. énergie, art. L. 445-1 et s. et R. 445-1 et s. ;
- **Décision n° 400420 du 19 juillet 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : Code de l'urbanisme et décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015.

**Au JO du 27 juillet 2017 :**

- Arrêté du 19 juillet 2017 **fixant le plafond du montant des droits d'inscription pouvant être exigés des bénéficiaires de la formation initiale dispensée par les centres régionaux de formation professionnelle d'avocats.** – *Abrogation de l'arrêté du 12 septembre 2005.*

**Au JO du 28 juillet 2017 :**

- Décret n° 2017-1194 du 26 juillet 2017 portant **création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la mise en mouvement et à l'exercice de l'action publique, dénommé « Logiciels Métier du Parquet » (LMP).** – *Voir également CNIL, délibération n° 2017-066 du 16 mars 2017 ;*
- Décret n° 2017-1195 du 26 juillet 2017 modifiant l'annexe 7-2 du livre VII du Code de commerce (partie réglementaire) fixant le **nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce.** – *Modification du Code de commerce ;*
- Décret n° 2017-1197 du 26 juillet 2017 relatif à la **direction des impôts des non-résidents.** – *Modification du décret n° 2010-1651 du 28 décembre 2010. – Ce texte entre en vigueur le 4 septembre 2017 (cf. art. 3) ;*

- Arrêté du 26 juillet 2017 relatif aux **attributions de la direction des impôts des non-résidents**. – *Abrogation de l'arrêté du 28 décembre 2010. – Ce texte entre en vigueur le 4 septembre 2017 (cf. art. 6) ;*
- Arrêté du 11 juillet 2017 portant **création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « SIJ » (système d'information juridique)**. – *Voir également CNIL, délibération n° 2017-070 du 23 mars 2017 ;*
- Circulaire du 26 juillet 2017 relative à la **maîtrise des textes réglementaires et de leur impact** ;
- **Règlement intérieur de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse.**

### La Rédaction législation

© LexisNexis SA